

Premièrement, nous proposerons que les pays signataires de l'Accord sur les forces armées conventionnelles en Europe limitent à ce continent leurs exportations d'armes visées par cet accord. Les surplus d'armes de la Guerre froide ne devraient pas servir à alimenter les conflits qui existent ailleurs.

Deuxièmement, le Canada modifiera sans tarder sa Liste des marchandises d'exportation contrôlée. Il portera de 14 à 50 le nombre des précurseurs d'armes chimiques visés afin de limiter les chances que le Canada soit utilisé comme source d'approvisionnement en composantes d'armes chimiques.

Et troisièmement, je rends public aujourd'hui pour la première fois un rapport sur nos exportations d'articles militaires. Ce rapport, qui deviendra une publication annuelle, fait état de tous les articles militaires exportés par catégorie et par destination. Nous voulons ainsi montrer que le Canada est fermement résolu à afficher une plus grande transparence au chapitre du commerce des armes, transparence qui est d'ailleurs essentielle si l'on veut que le monde sache à quoi rime le trafic des armements.

Par elles-mêmes, ces initiatives ne serviront pas à surmonter tout le problème que pose le commerce des armes. La part du Canada sur ce marché est infime. Il faut donc que d'autres pays, plus particulièrement ceux dont les politiques et les pratiques sont plus permissives que les nôtres, agissent -- et qu'ils agissent de façon concertée. Mais nos initiatives ne sont pas vaines -- et je crois qu'elles montrent que nous sommes décidés à concrétiser nos attentes.

On n'établit pas l'ordre par la conciliation. Pas plus qu'on ne redonne du poids au droit international à coup de déclarations. Il faut agir, et parfois aussi faut-il faire des sacrifices et souffrir. Cette guerre l'a bien prouvé. Mais elle a également prouvé autre chose. Que nous ne parviendrons jamais à instaurer l'ordre ou à raffermir la règle de droit si nous nous y attaquons seulement avec une mentalité de pompier. Ce n'est pas en limitant les désastres qu'on réussira à instaurer la paix dans le monde. Nous devons renforcer la sécurité mondiale, favoriser un esprit de confiance et accroître la stabilité -- de sorte que les conflits risquent moins, lorsqu'ils se produisent, de dégénérer en catastrophe. Ces tâches n'évoquent pas la gloire et les émotions liées au combat. Mais elles sont plus nécessaires que jamais. Elles sont plus vitales à la survie de notre planète où il est impossible de vivre dans l'isolement et où la sécurité est indivisible.

La communauté internationale a fait monter les enjeux et relever les critères lorsqu'elle a réprimé l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït. Et en agissant ainsi, elle s'est posé un autre défi -- celui d'apprendre par son expérience